

Le Canada est-il encore une patrie?

André Gaulin

Number 73, March 1989

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/45291ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Publications Québec français

ISSN

0316-2052 (print)

1923-5119 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Gaulin, A. (1989). Le Canada est-il encore une patrie? *Québec français*, (73), 7–7.

Le Canada est-il encore une patrie ?

André Gaulin

Acette question les réponses suggérées sont *oui* et *non*. Comme au référendum. Qui répondait *oui* répondra normalement *non* à la présente question et qui avait répondu *non* devrait plutôt répondre *oui*. Encore qu'il n'est pas du tout évident qu'il serait facile de répondre à cette question pour la majorité des gens. La plupart des gens répugnent à refuser le Canada qui pourtant les refuse tels qu'ils se veulent, c'est-à-dire de langue française. D'une part, le Canada leur apparaît toujours comme un vieil héritage français, un vieux mot qui est le leur, devenu l'Autre qui les aliène subtilement à force d'avoir emprunté leur symbolique : castor, feuille d'érable, hymne national, hommes et femmes politiques qui finissent toujours par *jouer un rôle canadien* à Ottawa. Cela nous a été évident le soir de la plus récente victoire des progressistes-conservateurs : de Baie-Comeau, devant ses troupes francophones qui ne demandaient qu'à l'acclamer, Brian Mulroney leur échappait tout à fait en ne s'adressant qu'en anglais ou presque. Tout ces braves gens-là, chez eux, devenaient des étrangers, en fait ce qu'ils sont dans le Canada de Wolfe, Murray, Colborne, Durham, John A. MacDonald, Trudeau et Elisabeth. Seulement, comment le savoir quand on est plutôt toujours conciliant, quand on vous a appris à céder...son territoire et son espace au nom de la charité et de la bonne entente, quand on nous a fait élever un monument, le même, bicéphale, à Wolfe et à Montcalm, un autre aux Braves, anglais et français, qui sont tombés en 1759 et 1760.

À l'autre bout du temps, cela donne un Robert Bourassa, un modèle d'incohérence politique, qui joue sur l'ambiguïté, qui refuse de reconnaître des droits collectifs majoritaires au nom de la liberté individuelle et qui trouve, pour masquer son insignifiance, une solution de libre choix linguistique qui parcelise le territoire québécois, crée des catégories de citoyens et brise la paix sociale. Lui qui promet la lune bilingue à sa clientèle anglophone, qui leur fournit les arguments rêvés. — n'a-t-il pas répété *ad nauseam* qu'aucun pays civilisé ne brimait les droits individuels au nom des droits collectifs. — lui dont le gouvernement a amnistié les illégaux scolaires et leurs descendants, qui a bilinguisé un secteur important du réseau hospitalier québécois, qui a tenté de supprimer le Conseil de la langue française, le voilà qui tente de se faire passer pour un premier ministre responsable, le voilà qui fait semblant de découvrir que les Québécoises et les Québécois tiennent à la loi 101. Ce qu'il peut avoir de sans-gêne à nous prendre constamment pour des imbéciles : sans doute les sommes-nous un peu comme tout le monde, au sens étymologique du mot, pressés par le temps, le travail, la consommation, la vie moderne. Mais quand même...

Oui, monsieur le petit Robert, les Québécoises et les Québécois aiment bien leur langue, assez pour qu'ils vous disent que c'est assez, que votre SOCIÉTÉ DISTINCTE n'est qu'une supercherie supplémentaire de la longue aliénation politique d'un territoire conquis. Ah! c'est sûr, là, vous avez raison, les gens d'ici sont bien patients, bien naïfs, ils confondent surtout la politique avec la religion, l'histoire sainte avec l'histoire du Canada. Mais quand ils auront compris que, en politique, la charité on se la doit d'abord à soi-même, qu'elle est même le fondement de la justice dans l'histoire, vous ferez long feu avec vos solutions de broche à foin. Beaucoup sont en train de se rendre compte que le Canada qu'ils aiment malgré

tout, malgré leur assimilation effarante, qu'ils aiment comme des femmes battues, leur macho, d'élections en trahisons, que ce Canada-là, ils gagneraient à l'avoir hors d'eux-mêmes, plutôt que comme un double qui les gomme, qui les mange, qui les invertit, qui les altère, qui les met constamment en porte-à-faux avec eux-mêmes, ce qu'ils sont essentiellement et profondément dans le silence des isolements de la conscience identitaire.

Votre ancienne « souveraineté culturelle » devenue de la « sécurité culturelle » de votre deuxième retour en politique, monsieur le premier ministre, il se pourrait bientôt que les gens silencieux que vous aimez tant, — comme ça, il n'y a pas de problème de langue, — la retournent à l'envoyeur. Car voyez-vous, dans ce Canada fait par l'Autre et pour l'Autre, où le Québec, société distincte, n'est qu'une enclave bilingue tolérée, il se pourrait bien que celles et ceux qui ont dit « non » en toute bonne foi un certain VINGT MAI en chantant « Envoyons d'avant, nos gens » — monsieur Chrétien chantait aussi pendant que monsieur Trudeau riait —, que ces gens-là vous revoient au Meech Lake pleurer avec les crocodiles... Car beaucoup sont en train de découvrir, en tout respect et amitié, qu'il n'est de meilleure question que celle que l'on se pose à soi — comme par exemple : « Veux-tu être tout à toi ? » — ... Entendez-vous leur réponse, monsieur Bourassa, et comprenez-vous enfin dans quel code linguistique ? À moins que, dans votre tête comme dans beaucoup de cabinets de vos ministres, résonne plutôt une langue dont nous ne voulons rien savoir tant qu'elle n'aura pas respecté notre espace culturel et territorial. Faut-il vous le redire ? Au Québec, c'est en français que ça se passe.

Quant à la question initiale, je n'y répondrai que pour moi-même, me sondant moi-même, vous aimez tellement cela. Le Canada est encore une patrie, oui, celle de l'Autre, où le Québec n'a point le droit de se vivre comme sujet français ; à bon entendre, salut !